



---

**Commission économique pour l'Europe**  
**Comité directeur des capacités et des normes commerciales**  
**Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles**  
**Section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés**

**Soixante-septième session**  
Genève, 15-17 juin 2020  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire  
**Résultats de l'étude d'impact menée en Asie centrale**

**Rapport sur l'étude d'impact\*****Document soumis par le secrétariat**

Le présent document est soumis par le secrétariat conformément à la section IV du document ECE/CTCS/2019/10, à la décision 2019-8.6 figurant dans le document ECE/CTCS/2019/2, et au document A/74/6 (sect. 20) ainsi qu'aux informations complémentaires s'y rapportant.

**Contexte**

À sa soixante-sixième session, tenue du 24 au 26 juin 2019 à Genève, la Section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés a demandé au secrétariat d'établir, en collaboration avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Ouzbékistan et les organismes donateurs partenaires (Hilfswerk International et l'Agence allemande de coopération internationale), une étude d'impact relative aux activités menées en Asie centrale ces dernières années en matière de formation sur les normes de qualité. À cette session, la Section spécialisée a signalé que les résultats de l'évaluation de l'impact produit dans l'industrie des fruits à coque et des fruits séchés (ainsi que dans l'industrie des fruits et légumes frais) pourraient également revêtir une grande importance pour les gouvernements.

Dans les mois qui ont suivi cette session, le représentant du bureau du PNUD en Ouzbékistan a soumis un avant-projet à la Commission économique pour l'Europe (CEE) et aux autres partenaires de développement pour recueillir leurs observations, puis le texte définitif du questionnaire de l'étude a été établi et envoyé à tous les bénéficiaires de formation (organismes publics, organismes de normalisation et secteur privé). Les résultats de l'étude ont été analysés par le secrétariat de la CEE et communiqués à toutes les organisations concernées aux fins de l'établissement d'un rapport de synthèse pour publication.

---

\* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus pour tenir compte des derniers résultats de l'étude.



## Introduction

Ces cinq dernières années, la CEE, le PNUD, l'Agence allemande de coopération internationale et Hilfswerk International ont contribué, par des actions de renforcement des capacités, à la transition de l'Asie centrale vers des modes de production et des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus durables, l'objectif étant d'améliorer la qualité des produits, d'augmenter les revenus et de permettre l'accès à de nouveaux marchés. Une attention particulière a été accordée aux populations les plus vulnérables, à savoir les femmes qui occupent un emploi informel, les jeunes entrepreneurs et les communautés locales. En ce qui concerne la CEE, ces activités ont été financées par deux fonds du Compte de l'ONU pour le développement (neuvième et onzième tranches). S'il est vrai que tous les organismes ayant répondu au questionnaire ont fait part de changements majeurs survenus du fait de ces efforts coordonnés, l'étude d'impact interinstitutions n'a pas simplement livré des résultats : elle a mis en évidence les étapes importantes qui ont été franchies ainsi que leurs répercussions sur la vie de la population.

## Résultats

Les résultats de l'étude ont fait ressortir une amélioration considérable de la qualité des produits ainsi qu'une augmentation de la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME), conséquences directes de la formation et des interventions interinstitutions. Les impacts suivants ont été mis en évidence dans les résultats de l'étude :

- *Impact sur les connaissances* : plus de 90 % des répondants ont fait état d'une amélioration des connaissances et des capacités dans les secteurs public et privé en Asie centrale, laquelle a permis d'accroître la qualité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que d'une augmentation de la durabilité de la production et du commerce agricoles. De plus, l'étude a fait apparaître que la qualité des produits est désormais davantage prise en compte dans les programmes gouvernementaux de renforcement des capacités visant à soutenir l'industrie et promouvoir les exportations. Enfin, l'étude donne à penser qu'il convient d'évaluer les besoins existants et futurs dans le but de concevoir une formation ciblée à l'intention des agriculteurs situés dans les zones reculées, par exemple ;
- *Impact sur la mise en application et la diffusion des connaissances* : plus de 90 % des répondants ont affirmé que les connaissances qu'ils avaient acquises grâce au programme interinstitutions en ce qui concerne les normes de qualité, la sécurité alimentaire et les formations sur les produits étaient largement exploitées dans leur travail. Un répondant a ainsi indiqué que les connaissances acquises grâce aux formations étaient appliquées dans le cadre des campagnes d'information menées dans les zones rurales par l'organisme public qui l'emploie. D'autres répondants ont fait savoir que les connaissances acquises avaient été utilisées aux fins de l'élaboration de l'exposé sur les normes alimentaires qui avait été fait pendant le séminaire d'information tenu à l'occasion de la première Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, qui avait eu lieu à Bichkek, au Kirghizistan en présence de hauts responsables gouvernementaux. En outre, les participants à la formation interinstitutions ont permis de mieux faire connaître les sujets traités en formant, à leur tour, d'autres producteurs et exportateurs de leurs pays ;
- *Impact sur la qualité* : la plupart des répondants ont fait savoir que les organismes et entreprises pour lesquels ils travaillaient contribuaient activement à la promotion des normes de qualité de la CEE aux niveaux national et régional. De plus, les participants ont formé les producteurs, les exportateurs, les spécialistes des produits et les agriculteurs de leurs pays en insistant sur le renforcement de la qualité et de la sécurité alimentaires. Ils ont également contribué à l'amélioration des normes de qualité nationales et ont mis au point des affiches d'information décrivant les défauts potentiels des produits agricoles. La qualité des produits s'est sensiblement améliorée, ce qui s'explique aussi par l'installation de matériel neuf ;

- *Impact sur les ventes* : plus de 80 % des participants ont dit avoir enregistré une hausse considérable des débouchés. En particulier, les participants ont indiqué que les marchés auxquels leurs produits étaient destinés s'étaient diversifiés, qu'ils exportaient dans davantage de pays et que leur réseau de clients s'était étoffé, notamment grâce au Groupe de travail de l'Asie centrale. Du fait de l'amélioration de la qualité, une augmentation des volumes exportés a été observée, y compris à destination des pays de l'Union européenne et de la Fédération de Russie. Un participant a indiqué que sa production avait doublé par rapport à celle qu'il avait enregistrée sur la même période il y a cinq ans ;
- *Impact sur l'emploi et sur la situation des femmes* : une vaste majorité des participants ont fait savoir que les possibilités d'emploi s'étaient améliorées et que la participation des femmes dans l'économie agricole formelle avait augmenté. Souvent, les femmes qui ne participent pas à l'économie formelle occupent des emplois informels ou dépendent des revenus des membres masculins du ménage. En outre, le secteur commercial a élargi ses réseaux transfrontaliers dans l'ensemble de l'Asie centrale. En ce qui concerne le secteur public, la CEE et ses partenaires à l'échelon national ont encouragé la mise en œuvre et l'utilisation des normes internationales, contribué à l'élaboration de supports de formation dans les langues nationales, facilité l'établissement de partenariats nationaux et régionaux et appuyé les efforts déployés pour diversifier les marchés d'exportation.

## Réflexions

Il est ressorti de l'étude que les formations organisées par la CEE, le PNUD, l'Agence allemande de coopération internationale et Hilfswerk International avaient indéniablement contribué au développement de systèmes durables dans les domaines de l'alimentation et du commerce des denrées alimentaires en Asie centrale, où elles avaient eu un impact réel, tangible et mesurable. Le Groupe de travail de l'Asie centrale, qui vient d'être établi avec l'appui conjoint de différentes institutions et se compose de parties prenantes des secteurs public et privé, a démontré son efficacité dans la mise en commun des données d'expérience et l'élargissement des réseaux. L'étude d'impact s'est également révélée indispensable à la détermination des zones dans lesquelles les efforts interinstitutions menés ces dernières années avaient véritablement influencé les moyens de subsistance et les réformes dans l'un des secteurs majeurs de l'Asie centrale, à savoir l'agriculture.

En outre, cette étude a contribué à répertorier les besoins à plus long terme, ce qui permettra de préparer les travaux à venir. L'un des facteurs de progrès les plus efficaces, mentionné par près de 80 % des répondants, a été le Groupe de travail de l'Asie centrale, décrit précédemment, lequel a joué un rôle précieux dans l'établissement de relations commerciales durables dans la région et a contribué de manière indirecte à la consolidation de la paix et aux efforts déployés en vue de la reprise économique.